

REPUBLIQUE FRANCAISE

METROPOLE DU GRAND PARIS

**SEANCE DU CONSEIL DE LA METROPOLE DU GRAND PARIS
DU LUNDI 12 NOVEMBRE 2018**

**CM2018/11/12/19 : DESIGNATION DES REPRESENTANTS DE LA METROPOLE DU GRAND PARIS
A LA SPL PARIS & METROPOLE AMENAGEMENT**

DATE DE LA CONVOCATION : 6 NOVEMBRE 2018

NOMBRE DE CONSEILLERS EN EXERCICE : 208

PRESIDENT DE SEANCE : Patrick OLLIER

SECRETAIRE DE SEANCE : Ivan ITZKOVITCH

LE CONSEIL DE LA METROPOLE DU GRAND PARIS

VU le code général des collectivités territoriales et notamment son article L.5219-1 ;

VU l'article 12 de la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (MAPTAM) et l'article 59 de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

VU le décret n° 2015-1212 du 30 septembre 2015 constatant le périmètre, fixant le siège et désignant le comptable public de la métropole du Grand Paris ;

VU la délibération CM2018/09/28/16 relative à l'entrée au capital de la SPLA Paris Batignolles Aménagement.

VU les projets de statuts modifiés de la SPLA Paris Batignolles Aménagement, future SPL « Paris&Métropole Aménagement »,

CONSIDERANT que la métropole du Grand Paris doit désigner deux représentants pour siéger dans les instances de la société,

CONSIDERANT qu'une seule candidature a été déposée pour chaque poste à pourvoir au sein de chacun de ces organismes et qu'en application de l'article L.2121-21 du code général des collectivités territoriales, les nominations prennent effet immédiatement, sans qu'il y ait besoin de procéder au scrutin secret ;

APRES EN AVOIR DELIBERE

DESIGNE messieurs **Eric CESARI** et **Daniel GUIRAUD** en qualité de représentants de la métropole du Grand Paris au sein des instances de la SPL « Paris&Métropole Aménagement ».

A L'UNANIMITE DES SUFFRAGES EXPRIMES

Le Président de la métropole du Grand Paris

Patrick OLLIER
Ancien Ministre
Maire de Rueil-Malmaison

Le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte qui pourra faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Paris dans un délai de deux mois à compter de sa transmission au représentant de l'Etat et de sa publication.